

NATIONS UNIES

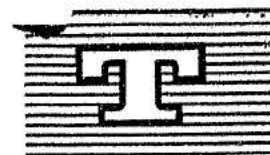
CONSEIL
DE TUTELLE



PROVISOIRE

T/PV.829
1er juillet 1957

FRANCAIS



Vingtième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA HUIT CENT VINGT-NEUVIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New-York,
le lundi 1er juillet 1957, à 10 h. 30.

Président :

M. HOOD

(Australie)

1. Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée : rapport annuel sur l'administration du Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée [4b] (suite)
2. Avenir du Togo sous administration française [15]
3. Examen des pétitions : 197ème rapport du Comité permanent des pétitions [5]
4. Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle du Samoa-Occidental : rapport annuel sur l'administration du Territoire sous tutelle du Samoa-Occidental [4f] (suite)

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document mimeographié, portant le symbole T/SR.829. Les délégations pourront y apporter les corrections qu'elles jugeront bon et dont il sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

57-19278

EXAMEN DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE LA NOUVELLE-GUINEE :
RAPPORT ANNUEL SUR L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE LA
NOUVELLE-GUINEE (T/1326; T/L.776) [Point 4 b) de l'ordre du jour] (suite)

Sur l'invitation du Président, M. John Herbert Jones, Représentant spécial pour le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée sous administration de l'Australie, prend place à la table du Conseil.

Discussion générale (suite)

M. SALOMON (Haïti) : Il y a quelques années, lorsque le Conseil examinait la situation dans le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée, l'impression pénible qui se dégageait était qu'on se trouvait en présence d'un des problèmes les plus déprimants de la tutelle. L'Autorité administrante disait avoir en face d'elle des populations arriérées, anthropophages, vivant encore à l'âge de pierre et rebelles à la civilisation moderne.

Aujourd'hui, le rapport que nous soumet l'Autorité administrante nous laisse penser qu'un pas décisif a été accompli et que tous les espoirs sont permis. Après dix ans seulement d'une administration éclairée et progressiste, le Territoire présente un visage tout à fait nouveau sous presque tous les aspects. C'est la Mission de visite qui s'est rendue dans le Territoire qui s'exprimait ainsi : "L'élément le plus favorable du Territoire, c'est la population, qui est pleine d'enthousiasme et de bonne volonté, qui est disposée à se mettre au travail avec ardeur et à apprendre les nouvelles méthodes et qui demande des progrès matériels immédiats et spectaculaires".

Sans doute, il y a encore des régions qui ne sont pas encore sous l'influence et le contrôle effectifs de l'Administration; cependant, nous savons que l'Autorité administrante a établi des plans pour amener toutes les parties du Territoire sous sa juridiction complète avant la fin de 1959.

Ainsi pourra-t-il être mis fin à ces luttes intertribales qui ont désolé à nouveau le Territoire au cours de la période que nous étudions. L'Autorité administrante ne saurait être tenue pour responsable de ces luttes; cependant, ma délégation pense que des dispositions plus efficaces pourraient être prises pour amener les patrouilles de police dans les régions en ébullition avant même le commencement des hostilités. Ces forces de police semblent manquer de mobilité et de moyens d'information rapides sur les activités de ces populations. Nous estimons que des dispositions spéciales devraient être maintenues jusqu'au délai

prévu pour la pacification totale de la région en attendant les résultats d'une action persuasive que l'Autorité administrante doit entreprendre en vue d'éteindre le sentiment d'injustice et ce besoin de revanche qui couvent, puis explosent de temps à autre dans ces régions qui ne sont pas entièrement sous le giron de l'Administration.

Dans l'ensemble du Territoire, les progrès politiques, quoique lents, sont cependant apparents. Deux autochtones siègent au Conseil législatif composé de l'Administrateur, de seize membres fonctionnaires et de douze membres non fonctionnaires tous élus ou nommés. Cette représentation paraît manifestement insuffisante vu la majorité écrasante de l'élément européen. Nous regrettons que l'Autorité administrante n'ait pas encore envisagé de donner aux autochtones une représentation plus large à ce Conseil. Cependant, nous pensons que c'est là un progrès qui s'imposera de lui-même d'ici peu de temps lorsqu'un plus grand nombre d'autochtones auront acquis l'expérience et les connaissances nécessaires. Si nous devions insister sur ce point, ce serait pour éviter que, dans un avenir prévisible, l'Autorité administrante ne se voie forcée par les circonstances de souscrire à cette recommandation.

Ma délégation a été heureuse de voir que les Conseils administratifs locaux ont continué de fonctionner avec efficacité. Si leur nombre est encore insuffisant, nous sommes persuadés que l'Autorité administrante comprend que la constitution de ces gouvernements démocratiques locaux est la meilleure voie pour éveiller la conscience politique des habitants. Nous souhaitons donc que, lorsque tous les districts seront pourvus de pareils conseils, il soit possible d'établir des Conseils de zone comme première étape vers la création d'un organe représentatif dans le Territoire.

Nous avons noté avec intérêt la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle les Conseils administratifs locaux sont actuellement entourés de toute la protection légale nécessaire pour leur permettre de remplir leurs fonctions avec la même autorité à l'égard de tous les éléments de la population. Le Conseil de tutelle s'était intéressé à cette question l'année dernière à la suite du rapport de la Mission de visite et c'est pour nous un motif de satisfaction de voir l'Autorité administrante donner rapidement suite à la recommandation que le Conseil avait faite à ce propos.

Le rapport de cette année ne comporte pas suffisamment de renseignements sur les activités des Conseils consultatifs de districts et les Conseils consultatifs municipaux. Cependant, nous notons que l'Autorité administrante a déjà pris des dispositions pour nommer à ces Conseils, dans les régions les plus évoluées, des autochtones qui auront ainsi l'occasion d'acquérir, dans des conditions très favorables, la formation nécessaire.

D'une manière générale, beaucoup des problèmes du Territoire se ramènent à cette question de formation. Pour un certain nombre d'années à venir, on ne pourra pas compter sur un personnel autochtone suffisamment formé aux différentes disciplines modernes. Il faudra donc continuer à faire appel aux fonctionnaires australiens et du Commonwealth. Il faudra également offrir des conditions exceptionnelles aux professionnels de toutes nationalités, puisqu'on nous a dit qu'il y a pénurie de fonctionnaires administratifs et de techniciens et que ceux-ci ne désirent souvent pas s'établir dans le Territoire. Avec l'extension croissante des services, les problèmes deviendront de plus en plus aigus.

L'Autorité administrante s'est rendu compte qu'en définitive la solution à long terme réside dans la formation des autochtones eux-mêmes. C'est pour répondre à cette nécessité urgente qu'a été créé un cadre auxiliaire de la fonction publique.

Nous avons écouté avec intérêt les informations que nous a données le Représentant spécial au sujet de ce cadre auxiliaire. Elles ont en grande partie dissipé les craintes qu'avait ma délégation que ce service auxiliaire ne retarde, au lieu de favoriser, l'accès des autochtones aux fonctions administratives. Ce qui importe, c'est la formation, en cours d'emploi, que recevront ces fonctionnaires et les cours qui leur seront dispensés. Nous espérons que les efforts de l'Autorité administrante seront fructueux et que les autochtones admis dans le cadre auxiliaire pourront, sans lenteur inutile, passer aux cadres supérieurs pour effectuer au fur et à mesure la relève des fonctionnaires étrangers qu'il est difficile, semble-t-il, de retenir dans le Territoire.

En passant en revue la situation économique du Territoire, on est frappé de l'essor que prend le Territoire et de la part que la population autochtone y joue de plus en plus.

La critique principale serait que l'Autorité administrante n'a pas encore élaboré des plans à long terme pour le développement du Territoire. Nous comprenons qu'avec les modifications imprévues que connaît le Territoire, le développement inégal de ses régions et les différents degrés d'avancement de sa population, il soit difficile d'élaborer un plan rigide de développement à long terme. Cependant, le système d'élaboration d'un plan d'année en année, par les services relevant de l'Administrateur, ne peut pas convenir à l'approche du moment où tout le Territoire sera sous le giron effectif de l'Administration.

Sans doute l'Autorité administrante attend-elle le rapport de l'Organisation scientifique pour l'étude des ressources industrielles du Commonwealth (CSIRO). Nous espérons que, grâce à ces études, l'Autorité administrante sera à même de dresser des plans de développement économique d'avenir souples et tenant compte de toutes les ressources matérielles et humaines du Territoire.

En attendant, il conviendra de donner une attention accrue aux problèmes actuels de développement. Ma délégation a été impressionnée par la politique de l'Autorité administrante au point de vue du régime foncier. Nous avons noté que les terres qui appartiennent à des autochtones ne peuvent être aliénées qu'au profit de l'Administration et seulement lorsque le Commissaire de district certifie que l'aliénation volontairement acceptée ne se fait pas au détriment des intérêts présents ou futurs des autochtones. D'autre part, l'Administration a pour politique de ne céder les terres qu'à bail. C'est là une politique des plus louables, et qui témoigne de la volonté de l'Autorité administrante de sauvegarder les intérêts essentiels de la population.

L'Autorité administrante nous a dit que sa politique, dans les régions rurales, tend à éviter le morcellement des propriétés et à conserver un système familial grâce auquel il sera plus facile d'accélérer le développement agricole. De l'avis de ma délégation, l'Autorité administrante devrait rechercher les moyens d'édifier, à partir de ce système de propriété familiale, un réseau de développement communautaire qui permettrait le progrès de la population dans tous les domaines parallèlement.

A la 709ème séance du Conseil de tutelle, le Secrétaire général des Nations Unies est venu exposer ici les principes qui gouvernent l'aménagement des collectivités. Il nous a dit que : "La caractéristique essentielle du mouvement réside dans l'action d'amener les gens à prendre conscience des forces latentes en eux et à les employer pour forger leur propre destin...On en trouve le témoignage, non seulement dans les facilités accrues que se créent ainsi les communautés (écoles,

cliniques, routes), mais aussi dans le vif intérêt qu'elles prennent à l'amélioration de leur sort, à l'accroissement de leurs ressources matérielles, gage d'un progrès continu".

Nous rapprochons cette déclaration du Secrétaire général de ce que nous a dit l'année dernière la Mission de visite à savoir que "la population est prête à se mettre au travail immédiatement avec ardeur pour construire des pistes d'atterrissage, des routes, des hôpitaux, des écoles, des bâtiments pour l'Administration, pour cultiver le caféier, le cacaoyer, le riz, pour apprendre l'anglais et pour envoyer leurs enfants à l'école et leurs malades à l'hôpital". Nous ne pouvons pas ne pas voir qu'il y a, en Nouvelle-Guinée, un champ idéal qui s'ouvre pour un programme d'aménagement des collectivités et nous souhaitons ardemment que l'Autorité administrante envisage de s'engager dans cette voie afin d'utiliser au maximum l'enthousiasme et la bonne volonté de la population. D'autres régions ont accueilli avec ferveur ce système et ont sollicité le concours technique de l'Organisation des Nations Unies. Nous ne voyons pas pourquoi l'Autorité administrante ne pourrait pas agir de même.

La situation agricole du Territoire est marquée par les efforts que fait l'Autorité administrante pour améliorer la production et diversifier les cultures et par la tendance des autochtones à prendre une part de plus en plus grande dans les exportations agricoles. Malgré le fléchissement de la production du copra dans l'ensemble du Territoire, nous avons noté que, dans certains districts, celui du Madang, par exemple, la production a doublé. Parallèlement, les prix du copra sur les marchés mondiaux ont subi un fléchissement ce qui a amené une diminution de la valeur des exportations. Cependant, cette situation ne provoque aucune alarme pour le moment car, grâce à la prévoyance de l'Autorité administrante, le Fonds de stabilisation du copra dont le comité vient d'être formé, pourra entrer en action en accordant des primes aux producteurs sur les 2.500.000 livres dont il dispose.

Nous regrettons qu'il n'en soit pas ainsi pour le cacao dont la production augmente et dont les prix ont également subi une fluctuation de ... sur les marchés extérieurs. Nous espérons que cela viendra tout naturellement, comme l'a dit le Représentant spécial, et que l'Autorité administrante prendra avant longtemps les dispositions nécessaires pour créer cet organisme stabilisateur dont la nécessité se fait sentir.

La lutte contre les maladies qui affectent l'agriculture a revêtu cette année une ampleur remarquable. Nous souhaitons que l'Autorité administrante, s'inspirant des méthodes employées dans les territoires voisins et profitant de l'aide de la FAO, arrive rapidement à enrayer les fléaux qui menacent non seulement la production agricole, mais encore le bétail. C'est là un facteur essentiel dans la lutte pour l'augmentation de la production.

Je ne peux manquer, en passant, de signaler, comme l'a fait d'ailleurs le représentant de la FAO, qu'il conviendrait d'augmenter le nombre d'agronomes qualifiés qui apportent leurs services au Territoire.

Ma délégation tient à marquer sa satisfaction de l'intérêt que l'Autorité administrante semble porter au développement des pêcheries et à la pisciculture. Elle a noté que des prêts sont accordés aux autochtones qui peuvent ainsi se procurer de petits bateaux de pêche. Nous estimons que les efforts de l'Autorité administrante ne doivent pas s'arrêter là; les eaux poissonneuses sont parsemées de récifs, il faut faire un relevé de ces récifs et établir des bouées. Il faut ensuite déterminer la meilleure méthode pour pêcher dans ces régions et observer la migration des bancs de poissons. Il va sans dire qu'une étude du marché d'outre-mer devra être conduite avant qu'une certaine extension ne soit donnée à cette industrie. Il ne sera pas sans intérêt de chercher à organiser des coopératives de pêcheries.

Les coopératives constituent, jusqu'ici, sans aucun doute, le meilleur facteur de progrès de la population. En effet, 13 nouvelles sociétés ont été créées portant ainsi le total à 96. L'Administration ne laisse pas au hasard la formation des dirigeants des coopératives. Ceux-ci sont entraînés d'abord dans les Ecoles de coopératives où ils sont initiés au travail et à l'esprit des coopératives. Ce n'est qu'à ce stade que la coopérative est créée et les dirigeants formés, placés à sa tête, continuent de recevoir les conseils des fonctionnaires de coopératives. Le fait que ces sociétés ont triplé en peu de temps et qu'aucune réclamation n'a été produite à propos de leur direction ou de leur gestion indique que la politique suivie par l'Autorité administrante en matière de coopératives est la bonne et ma délégation tient à la féliciter du résultat obtenu dans ce domaine.

Je ne terminerai pas mes observations sur ce chapitre sans dire un mot des ressources minières du Territoire. Actuellement, l'extraction de l'or constitue la principale industrie minière. Cependant, nous avons cru déceler un fléchissement sensible dans la production du Territoire. Ma délégation se demande si le moment

n'est pas venu pour l'Autorité administrante de pousser plus activement les recherches géologiques pour déterminer s'il existe d'autres richesses dans le sous-sol. Une attention particulière pourrait être donnée aux recherches portant sur le pétrole. L'Autorité administrante devrait faire en sorte que les autochtones ou le Territoire lui-même aient une participation aux sociétés qui seraient formées à l'avenir. Il est pénible en effet de constater que les autochtones ne participent en aucune manière aux activités ou aux bénéfices de ces nombreuses sociétés établies dans le Territoire.

La vie sociale de l'autochtone est encore loin d'être ce que nous aurions souhaité. Ma délégation continue de ne pouvoir accepter les restrictions de toutes sortes qui sont imposées à la population sans raison apparente. Il est interdit aux Néo-Guinéens qui habitent un centre urbain de circuler pendant la nuit ou de quitter ce centre sans autorisation écrite. Les arguments de l'Autorité administrante pour justifier ces restrictions injustes ne nous ont point convaincus car, s'il est vrai qu'il y a une police organisée, celle-ci devrait être en mesure de maintenir l'ordre dans les centres urbains.

Pendant l'année en revue, il ne semble pas qu'il y ait eu de réclamations individuelles ou collectives concernant les salaires. Cela ne signifie pas que les travailleurs autochtones sont satisfaits du salaire minimum qui a été amélioré il y a quelque temps. Il reste que la portion de salaire payée en espèces est encore beaucoup trop faible.

Ma délégation a noté avec intérêt que certaines facilités pouvaient être accordées à la population pour la construction de logements. Nous regrettons que ces facilités soient peu recherchées en raison du coût élevé des constructions. Nous pensons que l'Autorité administrante devrait accorder une plus grande attention à cette question et offrir de plus larges facilités tout en cherchant à abaisser le coût des matériaux de construction, car il importe de résoudre le problème du logement qui est très aigu dans l'ensemble du Territoire.

Dans le domaine de la santé, il ne fait pas de doute que les services fournis par l'Autorité administrante sont de plus en plus appréciés. Des crédits suffisants sont en effet alloués pour permettre de mener la lutte contre les principales maladies du Territoire : paludisme, tuberculose, pian. De plus, trois nouveaux centres hospitaliers ont été créés. Qu'il me soit permis à ce propos de dire que

ma délégation ne voit pas la nécessité de la distinction artificielle qui est créée entre les hôpitaux pour Européens, autochtones ou asiatiques. S'il y avait une autre réserve à formuler dans le domaine de la santé, ce serait à propos des services médicaux fournis aux populations situées loin des centres. On nous a dit qu'un fonctionnaire de la santé accompagne les fonctionnaires de l'administration dans leurs tournées mensuelles. Ma délégation estime que la présence de ce fonctionnaire est bien plus importante que celle des autres et, dans ce cas, elle souhaite que l'Autorité administrante envisage un cycle plus fréquent de visite des fonctionnaires de la santé dans les zones rurales.

Dans le domaine de l'enseignement, beaucoup a été fait, mais il semble qu'un sérieux effort s'impose encore. Une certaine confusion règne toujours dans les nomenclatures des écoles et ce qui est pis, il ne semble pas y avoir d'uniformité dans les programmes. Nous sommes persuadés que les mesures qui s'imposent ici seront prises rapidement et avec la même ardeur qu'en ce qui concerne l'enseignement technique. En effet, nous avons été heureux de noter les efforts appréciables déployés pour doter le Territoire de ce noyau de techniciens et d'artisans qui devront assurer progressivement le développement industriel. Sans doute les résultats obtenus ne sont pas encore spectaculaires; cependant, parallèlement à ce programme, l'Autorité s'efforce, par l'intermédiaire des Comités d'apprentissage actifs, de former des apprentis dans la plupart des domaines.

Avant de clore ce chapitre, ma délégation croit devoir signaler le danger de la tendance qui est constatée dans le Territoire à laisser aux communautés locales le soin de subvenir aux besoins de l'enseignement primaire. S'il y a dans cette méthode un stimulant pour ces communautés, il ne faut pas que l'Autorité administrante se dérobe totalement à l'effort financier qui, souvent, est indispensable, particulièrement dans les régions où les populations sont moins prospères.

En terminant, qu'il me soit permis de remercier une fois de plus le Représentant spécial, M. Jones, pour sa patiente contribution au travail de ce Conseil. La longue expérience et les connaissances profondes qu'il a du Territoire ont beaucoup aidé ma délégation.

M. KOCIANCICH (Italie) (interprétation de l'anglais) : Nous avons étudié très attentivement le rapport annuel de l'Autorité administrante, les déclarations liminaires du Représentant spécial ainsi que les renseignements supplémentaires que ce dernier a bien voulu nous fournir en réponse aux questions posées par les membres du Conseil.

Pour commencer, j'aimerais déclarer que le tableau que nous nous faisons de la situation dans le Territoire est fort encourageant. Les résultats obtenus dans tous les domaines sont vraiment remarquables, surtout si l'on pense aux énormes difficultés que l'Autorité administrante a eu à surmonter.

En examinant la situation dans le Territoire, ne perdons pas de vue que l'ensemble du Territoire n'est pas encore placé sous le contrôle de l'Administration. Une partie de ce Territoire échappe encore au contrôle de l'Autorité administrante et il lui faudra déployer des efforts considérables et, malheureusement, sacrifier même des vies humaines pour accomplir cette tâche. L'Autorité administrante poursuit deux objectifs : d'un côté, étendre son contrôle sur toute la région; d'un autre côté, intensifier le développement des parties du Territoire qui sont déjà sous son contrôle. Les moyens employés pour atteindre le premier objectif ne sont pas du tout les mêmes que ceux qui sont envisagés pour le deuxième.

Une fois que le Territoire tout entier aura été placé sous le contrôle de l'Autorité administrante, celle-ci pourra consacrer toutes ses ressources et tous ses efforts au développement général de l'ensemble du Territoire et les progrès se réaliseront à un rythme accéléré. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes particulièrement réjouis en apprenant que l'Administration espère pouvoir exercer un contrôle sur le Territoire tout entier à la fin de 1959.

Je passe maintenant à l'oeuvre accomplie dans le Territoire. Ma délégation constate que l'Autorité administrante s'est surtout efforcée de parvenir à deux objectifs: elle s'est attachée à développer chez les autochtones une conscience politique par l'institutions de pratiques démocratiques au niveau local d'abord, régional et même territorial ensuite; elle s'est efforcée de répandre l'enseignement en luttant contre l'analphabétisme et en encourageant l'acquisition de spécialités techniques.

Comme nous l'avons déclaré l'année dernière déjà, nous estimons que c'est la seule façon logique d'aborder les problèmes du Territoire. Il est évident que les progrès politiques seront lents, d'autant plus que l'Autorité administrante cherche à ne pas brusquer les choses et à préserver dans la mesure du possible les traditions locales. C'est le chemin le plus sûr - sinon peut-être le plus rapide - vers le progrès général du Territoire. Quelles que soient les institutions politiques, sociales ou économiques qui seront créées, elles auront des fondations solides et ne constitueront pas uniquement une façade.

C'est pourquoi, nous avons été fort heureux d'apprendre que quatre conseils de gouvernement local ont été créés. Trois de ces conseils ont été constitués dans le Territoire qui n'en comptait aucun jusqu'ici. Le Représentant spécial nous a également annoncé qu'un nombre de plus en plus grand de villages demandent à être incorporés dans ce système de conseils. Ces derniers jouent d'ailleurs un rôle fort important dans l'administration des affaires locales, à en juger par le développement de leur budget. Tout cela montre bien l'intérêt de plus en plus vif que les habitants de la Nouvelle-Guinée portent à la gestion de leurs propres affaires.

Dans le domaine économique, nous avons été heureux de constater que l'Autorité administrante se propose de développer l'industrie de la pêche et que les travaux entrepris dans ce sens ont donné d'excellents résultats.

En ce qui concerne l'agriculture, nous avons noté avec intérêt le développement croissant des coopératives, surtout dans les régions rurales. L'établissement de ces coopératives permet la mécanisation de l'agriculture et l'introduction de nouvelles techniques. De plus, ces coopératives ont une importance d'ordre social considérable.

Quant au commerce extérieur, le Représentant spécial nous a fait savoir que les restrictions imposées l'an dernier aux importations pour compenser les pertes dues à la baisse des prix sur le marché mondial du coprah et du cacao ont déjà eu de bons résultats. Ces restrictions pourront être supprimées dès que la situation deviendra normale.

Des progrès intéressants ont été réalisés dans d'autres domaines encore. Toutefois, je ne voudrais pas retarder les travaux du Conseil davantage. Je crois que le rapport donne suffisamment de preuves du développement général du Territoire.

M. Kociancich (Italie)

Evidemment, il reste beaucoup à faire. Les besoins de la population augmentent au fur et à mesure que la civilisation pénètre dans le Territoire. Nous avons été heureux de constater avec quel enthousiasme les autochtones participent au développement du Territoire. Le rapport de la Mission de visite de l'année passée en fait foi. D'un autre côté, la réaction favorable de la population est une garantie de progrès dans la voie du développement du Territoire. Nous sommes d'avis que la politique suivie par l'Administration mérite toutes les félicitations du Conseil. L'Autorité chargée de l'administration s'est engagée dans la bonne voie et s'acquitte fort bien du mandat que lui a confié le Conseil de tutelle.

Avant de conclure je voudrais remercier le Représentant spécial d'avoir bien voulu participer à notre débat.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Il n'y a plus d'orateurs inscrits pour la discussion générale et nous entendrons la déclaration finale du Représentant spécial demain.

M. Jones, Représentant spécial, se retire.

AVENIR DU TOGO SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE (résolution 1046 (XI) de l'Assemblée générale)/Point 13 de l'ordre du jour/

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je me réfère à la résolution 1046 (XI) de l'Assemblée générale relative à l'avenir du Togo sous administration française. Aux termes de cette résolution, l'Assemblée générale décide d'envoyer au Togo sous administration française une Commission de six membres afin d'étudier l'ensemble de la situation dans le Territoire, telle qu'elle résulte de l'application pratique du nouveau statut, ainsi que les conditions dans lesquelles ce statut est appliqué, et d'adresser au Conseil de tutelle, pour examen, un rapport sur cette question. L'Assemblée générale prie également le Conseil de tutelle d'étudier la question, en tenant compte du rapport de la Commission et de lui communiquer les résultats de son étude au cours de la douzième session.

T/PV.829
- 14/15 -

Le Président

Nous pensons que le rapport de la Commission sera soumis au Conseil vers le 15 août. Il faudra alors que les membres du Conseil et surtout le Représentant spécial examinent ce rapport. Le Conseil devra alors tirer ses conclusions le plus rapidement possible afin d'avoir le temps de préparer son propre rapport pour l'Assemblée générale.

Dans ces conditions, je crois pouvoir proposer qu'une session spéciale du Conseil soit convoquée pour le jeudi 12 septembre afin d'examiner la question de l'avenir du Togo sous administration française.

Aucune objection n'étant présentée, je crois pouvoir conclure que cette proposition est adoptée.

Il en est ainsi décidé.

EXAMEN DES PETITIONS : 197ème RAPPORT DU COMITE PERMANENT DES PETITIONS (T/L.782)
[Point 5 de l'ordre du jour]

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le 197ème rapport du Comité permanent des pétitions contient, en annexe, deux projets de résolutions proposés par ce Comité. J'ai l'intention de mettre ces deux projets aux voix séparément.

J'invite tout d'abord le Conseil à voter sur le projet de résolution I qui se rapporte à une pétition de M. Yan Kam Wing (T/PET.810).

Par 12 voix contre zéro, avec une abstention, le projet de résolution est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le projet de résolution II se rapporte à une pétition de l'Association chinoise de Nouvelle-Guinée (T/PET.8/11).

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je demande qu'un vote ait lieu tout d'abord sur l'amendement à ce projet de résolution proposé par la délégation de l'Union soviétique et qui fait l'objet du par. 4 de la section II du document T/L.782.

M. HAMILTON (Australie) (interprétation de l'anglais) : Avant que le Conseil passe au vote sur cet amendement, je voudrais lui rappeler les remarques contenues dans le paragraphe 2, à la page 5 du document T/L.782. Ce paragraphe 2 expose les observations de l'Autorité administrante, qui doivent être complétées par la déclaration suivante :

"A la suite d'une revision récente de la politique de l'immigration, l'Autorité administrante a décidé que les Asiatiques qui ne sont pas nés dans le Territoire et qui ont été admis dans le Territoire aux termes d'une exemption avant le 30 janvier 1942 seront autorisés à rester indéfiniment dans le Territoire, mais toujours aux termes de cette exemption."

Cette déclaration complète par conséquent les observations de l'Autorité administrante sur ce point.

En ce qui concerne l'amendement proposé par la délégation de l'Union soviétique au sujet du projet de résolution soumis par le Comité permanent des pétitions, je dirai simplement que la question discutée a une portée beaucoup plus limitée. Il ne s'agit pas du problème de l'ensemble de la politique d'immigration appliquée dans le Territoire sous tutelle. La pétition ne soulève que la question de savoir si certaines familles devraient, en vertu des dispositions existantes, avoir le droit d'entrer sur le Territoire. Par conséquent, cette pétition ne se rapporte pas à des propositions aussi générales que celles qu'envisage l'amendement de l'Union soviétique. Ma délégation sera, dans ces conditions, obligée de voter contre cet amendement.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : S'il n'y a pas d'autres observations à cet égard, je vais mettre aux voix l'amendement au projet de résolution II contenu dans le paragraphe 4 de la section II du rapport du Comité permanent des pétitions.

Par 7 voix contre six, avec une abstention, l'amendement est rejeté.

Par 7 voix contre zéro, avec 7 abstentions, le projet de résolution II est adopté.

EXAMEN DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU SAMOA-OCCIDENTAL :
RAPPORT ANNUEL SUR L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU SAMOA-OCCIDENTAL
(T/1330; T/L.781) [Point 4 f) de l'ordre du jour] (suite)

Sur l'invitation du Président, M. T.R. Smith, Représentant spécial du Samoa-Occidental sous l'administration de la Nouvelle-Zélande, prend place à la table du Conseil.

Progrès politique

M. TOUROT (France) : J'ai quelques questions à poser sur le plan politique. Le rapport de l'Autorité administrante pour l'année 1956 nous apprend, à la page 28, que des districts administratifs, constitués en fonction des régions géographiques du Territoire, ont été créés l'an dernier. Je voudrais demander au Représentant spécial de nous préciser si ces districts ont été effectivement créés et, dans l'affirmative, de nous indiquer leur nombre et de nous dire quel est le fonctionnaire, ou quels sont les fonctionnaires, placés à leur tête.

JM/HA/sn

T/PV.829
-18/20-

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Les districts administratifs ont été prévus, mais aucune mesure n'a encore été prise pour les créer, dans la pratique. Cependant, tous les départements ont été avisés que, pour prendre des décisions s'appliquant aux différents districts, ils devront désormais tenir compte du fait que ces districts administratifs sont prévus. Ceci mis à part, on peut dire que la situation n'a pas changé.

M. TOUROT (France) : Je passe à ma seconde question. Au paragraphe 16 du document de travail rédigé par le Secrétariat (T/L.731), nous lisons, au sujet du Comité du statut samoan, que "les étrangers résidant au Samoa et remplissant certaines conditions concernant la durée de leur résidence ont le droit de demander leur naturalisation en vue de devenir citoyens samoans." Je désirerais que le Représentant spécial précise s'il est possible que, dans cette phrase, le Comité ait sous-entendu tout Européen qui vit au Samoa occidental.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Cette phrase porte certainement sur tous les Européens; il y a là une disposition destinée à permettre, à ceux qui désirent résider d'une manière permanente au Samoa, de devenir des citoyens samoans. Le représentant de la France comprend certainement que, tant que le Samoa ne jouira pas de l'autonomie complète, il y a là une question qui ne se posera pas.

M. TOUROT (France) : Je le pensais; mais j'ai préféré en avoir la confirmation. Je passe à une autre question.

Au paragraphe qui se trouve au bas de la page 23 du rapport de l'Autorité administrante pour l'année sous examen, il est parlé du Conseil d'Aleisa, qui consiste d'un maire et de trois conseillers. Ce Conseil fonctionne-t-il depuis longtemps ? N'a-t-on pas envisagé la possibilité d'y faire participer des Samoans ?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Ce Conseil fonctionne depuis environ dix ans; tous les résidents de cette région ont le droit de participer aux élections. En fait, il ne vit dans cette région aucun Samoan de race tout à fait pure; on y trouve des personnes métissées de samoan.

M. TOUROT (France) : Les juges adjoints (Associate Judges), ainsi que les juges de district sont nommés par le Haut-Commissaire tant qu'ils restent juges samoans du tribunal pour les terres et titres (Land and Titles Court). Ces deux catégories de juges, si j'ai bien compris, conservent leurs fonctions à la discrétion du Haut-Commissaire. Je sais qu'ils sont nommés par le Fono des Faipoulés.

Il semble tout de même que l'indépendance de ces juges risque, tout au moins en théorie, d'être gênée par le fait qu'ils ne demeurent en fonctions qu'autant que le Haut-Commissaire le désire. Le Représentant spécial pourrait-il faire quelques remarques sur ce point de détail ? Ma délégation attache une grande importance à l'indépendance du judiciaire vis-à-vis de l'exécutif.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Comme le représentant de la France, l'Autorité administrante voudrait que les juges soient indépendants; en fait, il en est bien ainsi. Cependant, la possibilité doit subsister d'éliminer un juge qui ne donne pas satisfaction; ce pouvoir est attribué au Haut-Commissaire. Evidemment, le Haut-Commissaire n'agira pas en l'espèce sans avoir consulté le Conseil exécutif. Mais il y a là un pouvoir réservé du Haut-Commissaire; j'ajoute qu'il ne l'a encore jamais utilisé.

M. TOUROT (France) : Ma dernière question concerne la position du Mataafa sur le plan constitutionnel; en posant cette question, je pense au chef de l'Etat futur; je voudrais savoir si la position du Mataafa n'est pas l'indice d'une situation qui risque de se développer plus tard et de nuire au développement politique local.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je ne saisis pas très bien le sens de cette question. Le Mataafa est l'un des chefs suprêmes; pour le moment, il n'a pas de fonctions officielles. Je ne vois pas très bien en quoi la position du Mataafa est liée à la question du gouvernement local.

M. TOUROT (France) : Je voulais simplement avoir une précision. Le Mataafa fait partie de l'une des quatre familles royales. Pour le moment, il est en quelque sorte un peu écarté de l'administration locale et c'est peut-être parce qu'il est tenu actuellement éloigné du pouvoir qu'il est opposé à certaines attributions du chef de l'Etat futur. Pour être plus précis, je dirai qu'il y a deux chefs qui, dans la nouvelle organisation, doivent être nommés ultérieurement. Le Mataafa étant écarté, il a suscité autour de lui, peut-être dans une petite proportion, une sorte d'opposition larvée. C'est pourquoi je voulais savoir si, malgré tout, il ne pourrait pas être à l'origine d'une opposition qui, plus tard, risque de gêner le développement normal de la politique locale.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le Mataafa avait participé, en qualité de membre, à la Conférence réunie en 1954 pour élaborer une Constitution. Cette Conférence a recommandé une direction commune de l'Etat consistant en deux chefs; tant que ces chefs resteront en vie. Si l'un des deux vient à disparaître, la situation devra être révisée et la question sera certainement réexaminée; on en parle déjà beaucoup parmi les Samoans.

L'Autorité administrante a estimé que cette question devait être réglée par les Samoans eux-mêmes. A la Conférence, le Mataafa a nettement exprimé son désaccord. Cependant, la situation est toujours la même; la majorité des Samoans estime que la décision prise par la Conférence constituante exprime bien leurs vues. Je le répète, la question est sujette à revision, peut être reprise à tout moment et sera discutée par la nouvelle Assemblée législative.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation a peu de questions à poser au Représentant spécial. La première porte sur l'organisation politique du Territoire. A la page 30 du rapport annuel, il est dit que le Parti démocrate samoan, bien qu'il n'ait jamais été très considérable en nombre, était assez important. En 1953, il semble avoir perdu de sa force. Je serais reconnaissant au Représentant spécial de nous indiquer les raisons pour lesquelles il croit que ce parti a perdu sa force.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : En réponse à la question du représentant de la Chine, je dirai qu'il n'est pas facile de voir pourquoi un mouvement politique perd de sa force. Peut-être l'une des raisons est-elle que le dirigeant de ce parti a été élu membre de l'Assemblée et qu'il n'a plus le moindre intérêt à diriger un parti d'opposition. Cependant, il y aura, cette année, des élections et la question se posera peut-être à nouveau. Pendant l'intervalle entre les élections, il semble qu'il n'y ait pas eu suffisamment de controverse politique pour que le parti demeure en vie.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Dois-je comprendre qu'il n'y a pas d'autres partis politiques dans le Territoire?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Telle est la situation. Il n'y a pas de partis politiques organisés. Il y a évidemment des groupes dont les membres ont différentes opinions, mais il n'y a pas de partis organisés.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Ma deuxième question porte sur le gouvernement local. Si j'ai bien compris, les districts administratifs fondés principalement sur les régions géographiques du Territoire ont été établis vers la fin de 1956. A ce propos, le rapport indique que l'expérience acquise dans l'administration de ces districts devrait donner la mesure dans laquelle l'opinion publique est prête à accepter la formation de conseils régionaux ou de district.

Le Représentant spécial pourrait-il nous dire dans quelle mesure l'expérience a prouvé, jusqu'ici, que l'opinion publique est préparée pour cette formation de conseils régionaux ou de district?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Jusqu'ici, il n'y a pas eu d'effet visible. Dans divers districts, il y a eu des discussions, favorisées par les conseils locaux, quant au gouvernement local éventuel; mais on n'est pas parvenu, jusqu'ici, à l'établissement d'autorités en bonne et due forme, encore que, comme je l'ai dit hier, il y ait eu des discussions dans ce sens depuis quelque temps. Le Conseil de gouvernement local suit ces discussions et essaie d'encourager le développement de telles autorités.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : L'an dernier,

l'Autorité administrante a dit au Conseil que l'établissement d'un système complet serait atteint d'ici un an. En 1956, le système de ces Conseils a été établi. Le Représentant spécial se rappellera peut-être qu'il a dit au Conseil, l'année dernière, qu'il n'était pas encore possible de voir quand la troisième étape serait franchie, mais qu'il était à souhaiter que cela puisse être en 1960. Cette déclaration a donné à beaucoup de membres du Conseil de tutelle une impression d'incertitude quant à la dernière étape de gouvernement par un cabinet dès 1960. Le Représentant spécial pourrait-il dire au Conseil quelque chose de plus rassurant que ce qu'il a pu lui dire l'année dernière?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : En réponse à cette question, je ne puis que dire que la politique n'a pas changé. Nous passerons bientôt à l'étape suivante. Après les élections, à la fin de cette année, il y aura un cabinet dirigé par un premier ministre samoan. Nous considérons toujours que la prochaine étape sera - nous l'espérons tout au moins - en 1960; mais, pour l'instant, nous n'avons aucune raison de changer d'avis. Tout, jusqu'ici, se déroule comme nous l'avions prévu.

U PAI HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Avant de poser des questions au Représentant spécial, je suis heureux de lui souhaiter la bienvenue, au nom de ma délégation, et de le remercier de sa déclaration liminaire si instructive.

Par cette déclaration liminaire, nous avons pu nous rendre compte qu'il y a eu des changements constitutionnels et que l'Autorité administrante se propose de les mener à bien. Cependant, le Représentant spécial n'a rien dit d'une question d'importance vitale, à savoir le statut des habitants. Pourrait-il

U Paw Htin (Birmanie)

nous indiquer si le Select Committee qui a été désigné a étudié cette question et si des décisions ont été prises?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Tout d'abord, je remercie le représentant de la Birmanie de ses paroles de bienvenue.

La question du statut des habitants continue de nous causer certaines difficultés. Le Select Committee s'est réuni à plusieurs reprises. Il a indiqué des conditions de citoyenneté samoane, mais il n'est pas encore parvenu à des conclusions définitives sur la question du statut national. Pour l'instant, il ne semble guère probable que le Comité se prononce avant la pleine autonomie du Territoire. Les Samoans sont adamantins pour ce qui est de réserver le statut samoan parce qu'il affecte, en particulier, les titres samoans et le droit de propriété de la terre samoane. Ces privilèges vont avec le statut samoan et les membres samoans du Comité, pour l'instant, sont fermement décidés à réserver ces droits.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Pouvons-nous supposer raisonnablement qu'après 1957, par exemple, lorsque le Parlement sera bien établi, une solution pourra être trouvée par l'Autorité administrante en ce qui concerne cette question vitale du statut des habitants?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : En dernière analyse, cette question ne relève pas de l'Autorité administrante, mais plutôt du gouvernement local, et il n'est difficile de prédire ce qui se passera. Sans doute, il y a, dans le Territoire, un sentiment en faveur du maintien, du moins jusqu'à l'autonomie complète, c'est-à-dire vers 1960, de la distinction entre Samoans et non-Samoans, car le peuple samoan veut être sûr que ses droits aux titres fonciers et à la propriété foncière seront pleinement réservés.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Je passe à la question du suffrage universel des adultes. D'après la déclaration liminaire du Représentant spécial, nous constatons que, pour l'instant, et conformément aux vœux des Samoans, le suffrage sera légèrement limité en ce sens que les circonscriptions samoanes seront fondées sur le système des matai. Le Représentant spécial pourrait-il me dire si cette idée du suffrage universel gagne du terrain dans les milieux samoans éclairés?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Il n'est pas facile de dire si cette idée gagne du terrain. Sans doute est-elle discutée fréquemment entre Samoans. L'Autorité administrante a saisi toutes les occasions possibles de faire comprendre au peuple samoan les avantages d'un système de suffrage élargi.

Après mon retour, l'an dernier, c'est-à-dire après la dix-huitième session, j'ai fait rapport à l'Assemblée législative sur la résolution adoptée par le Conseil. La question a été discutée, mais les opinions exprimées par le vote ont été contraires à l'adoption du suffrage universel, pour le moment du moins. Je crois par contre que chez les jeunes Samoans, il y a déjà une acceptation de l'idée.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Je n'ai pas d'autre question à poser, je remercie le Représentant spécial de ses réponses.

M. CLAEYS BOUUAERT (Belgique) : Ma première question sera une question de détail. Je voudrais savoir si les deux Fautuas qui sont membres du Conseil d'Etat représentent une pyramide de familles éparpillées dans l'ensemble des deux îles et dans l'ensemble de tout le pays ou bien si leur zone d'influence a des assises territoriales, s'ils représentent une région ou des régions particulières?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : En réponse à cette question, je dirai que, traditionnellement, le système politique samoan aboutit à deux grands groupes de familles séparés; ces deux groupes, les Tumua et les Pule, ont, par tradition, divisé le Samoa en deux depuis un siècle au moins. L'un des deux Fautuas représente Tumua, l'autre représente Pule. Ils sont divisés sur une base de district, mais chacun représente une partie de Upolu, chacun représente une partie de Savai'i. Il y a donc une division très nette représentée par ces deux Fautuas.

M. CLAEYS BOUUAERT (Belgique) : La deuxième question reviendra sur le problème du statut samoan qui a déjà fait l'objet d'une question de la part de mon collègue le représentant de Birmanie : quelle est actuellement la composition du Comité du statut samoan dont parle la page 16 du rapport? Il m'intéresserait de la connaître.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Ce Comité comporte tous les membres du Conseil exécutif, avec trois membres de la collectivité locale, deux Européens, et cinq autres représentants de Samoa qui, tous, je crois, sont membres du Fono des Faipoulés.

M. CLAEYS BOUUAERT (Belgique) : Y a-t-il au sein de ce Comité des tendances d'opinions divergentes suivant la communauté à laquelle appartiennent les membres, suivant la race, ou bien les divergences sont-elles d'ordre beaucoup plus général? Ne se cristallisent-elles pas suivant la ligne de la communauté raciale à laquelle appartiennent les membres?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il y a des divergences de vues mais, d'une façon générale, il semble que celles-ci dépendent plutôt de l'opinion individuelle. Il y a par exemple deux points de vue nettement opposés au sein de la communauté européenne : l'un des groupes voudrait un statut commun, l'autre ne le souhaite pas et pense que le statut samoan devrait être conservé comme une chose à part. L'opinion samoane est également variée, mais de façon moins marquante; généralement, elle est en faveur du maintien du statu quo.

M. CLAEYS BOUUAERT (Belgique) : On comprend très bien qu'actuellement tout au moins, les membres samoans ou l'opinion publique samoane en général tiennent aux anciennes coutumes, aux anciens titres, aux anciens droits fonciers, les deux étant plus ou moins en corrélation; mais la question du statut, la question du maintien de ces droits fonciers et de ces coutumes traditionnelles concernant les titres n'est pas, me semble-t-il, indissolublement liée au statut samoan lui-même, qui est en somme une définition de la nationalité samoane. On peut très bien concevoir qu'au sein d'un même peuple, d'un même Etat, d'une même nationalité, certaines personnes aient, par droit héréditaire, certains privilèges ou soient propriétaires de certains biens ou de certains titres alors que d'autres ne les auraient pas. Cette question ne me semble donc pas être un obstacle à la constitution, à l'élaboration d'un statut samoan et je vois d'ailleurs que c'est bien dans cette direction que le Comité semble s'orienter, puisqu'il a fait des propositions établissant la nationalité samoane sur quatre principes distincts. Les Samoans auraient-ils d'autre part tendance à accepter que leurs coutumes particulières soient étendues à toute la communauté, y compris la communauté européenne?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

La communauté samoane n'a pas, que je sache, suggéré que ces coutumes soient étendues au secteur européen du pays. Les Samoans croient que leur propre système leur donne toute sécurité, il est rattaché à la terre et à la propriété foncière, leur sécurité sociale en dépend et ils ne veulent pas perdre ce droit. Ils constatent que les Européens ne sont pas attachés à leurs terres et ils sont donc économiquement moins sûrs. L'insistance qu'ils mettent à conserver le système des matais, qui est fondé sur la propriété foncière, est liée, je crois, principalement à ce facteur.

Il y a évidemment une certaine division entre les deux aspects que le représentant de la Belgique a signalés. Le Comité a divisé le problème du statut national et a établi assez clairement des règles pertinentes, mais il ne s'est pas mis d'accord sur la question d'un statut national commun. Il préfère le maintien du système actuel, c'est-à-dire le statut samoan, dépendant des matais et de la propriété foncière samoane, et un statut européen qui ne tient pas compte de ces deux éléments. Les Samoans préfèrent conserver leur système et demandent que la terre soit propriété samoane.

M. CLAEYS BOUUAERT (Belgique) : Ceci me paraît être surtout une question de droit civil interne, mais, pour en revenir à cette question, je voudrais demander aussi au Représentant spécial s'il pourrait analyser pour nous les divergences de vues qui se sont manifestées au sein de la représentation européenne de cette Commission du statut samoan. Le Représentant spécial vient de nous dire qu'une partie de ces représentants étaient favorables à un statut unique, appliqué à toute la population samoane, et qu'une autre partie inclinait plutôt vers le maintien de deux systèmes de droit civil séparés, l'un applicable à la communauté samoane et l'autre à l'autre partie de la population. Ceux qui sont partisans du système unique veulent-ils proposer, ou préconisent-ils, l'abolition des coutumes samoanes particulières en matière de titres et de droits fonciers?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Non, il n'y a eu, ni d'une part ni de l'autre, de suggestion quant à l'abolition des coutumes samoanes. Fondamentalement, certains Européens pensent que, s'il y avait deux groupes séparés, ils se trouveraient, eux, Européens, en minorité, et pensent que tout le monde devrait être traité sur un pied d'égalité.

M. FEID (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : J'ai deux ou trois questions à poser dans le domaine politique. La première question traite d'une déclaration qui apparaît dans le rapport. Le système des membres responsables est entré en vigueur en 1956, constituant ainsi un premier pas vers la création d'un cabinet en bonne et due forme. Ce système fonctionne depuis neuf mois environ. Le Représentant spécial pourrait-il nous dire de quelle manière?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : En réponse au représentant des Etats-Unis, je rappellerai que j'ai brièvement souligné, dans ma déclaration liminaire, le fait qu'à mon avis ce système fonctionnait fort bien. Les nouveaux membres désignés, chargés de leurs responsabilités nouvelles, se sont dûment acquittés de leur tâche au sein de l'Assemblée législative et se sont montrés tout à fait à la hauteur de leurs responsabilités. Une partie d'entre eux a été formée avec une certaine lenteur, mais tous sont maintenant parfaitement au courant du travail des divers départements relevant de leur

compétence au sein du gouvernement, et je suis certain qu'ils sont prêts à accepter des responsabilités encore plus grandes l'année prochaine.

M. FELD (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Pour ce qui est de la recommandation du Comité du statut samoan au sujet de la citoyenneté, par opposition au statut samoan, je vois que le Comité recommande qu'un projet de loi soit présenté en 1957 à l'Assemblée législative, stipulant que l'on pourra acquérir la citoyenneté samoane selon quatre principes distincts : naissance, ascendance, naturalisation et immatriculation pour les femmes étrangères ayant épousé des Samoans. Le Représentant spécial pourrait-il nous donner l'horaire prévu par l'introduction de ce projet de loi à l'Assemblée législative cette année?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée législative doit siéger une fois encore cette année et cette question se trouve à son ordre du jour. Cependant, compte tenu de ce que je sais du travail considérable qui attend l'Assemblée législative, je ne crois pas que celle-ci sera saisie de cette question cette année. Cette question se trouve à l'ordre du jour, mais d'autres questions semblent plus urgentes pour le moment.

M. FELD (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Ma question porte sur les commentaires du rapport annuel au sujet des fonctions du Conseil d'Etat. Je remarque qu'après l'établissement en 1956 d'un nouveau conseil exécutif qui remplace l'ancien Conseil consultatif et qui est doté de pouvoirs beaucoup plus étendus, la pratique de réunions hebdomadaires du Conseil d'Etat, qui est consulté sur les projets de loi et les affaires touchant à la coutume samoane a été remise en vigueur. Est-il probable que le Conseil d'Etat ne soit plus d'aucune utilité en 1960, lorsqu'un gouvernement responsable aura été constitué?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Les membres du Conseil d'Etat autres que le Haut-Commissaire sont les deux chefs suprêmes qui, comme on le propose, à présent, seront chefs de l'Etat plus tard. A l'heure actuelle, on pense que toutes les questions qui pourraient être examinées par le

chef d'Etat devraient être examinées par le Conseil d'Etat pour le moment, et ce Conseil a beaucoup plus de travail à l'heure actuelle qu'il n'en a eu par le passé. Il se réunit chaque semaine; il n'examine pas seulement les questions que vient de mentionner le représentant des Etats-Unis mais discute aussi, de façon officieuse, toutes les questions d'intérêt général pour le gouvernement.

M. FEID (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je désire encore poser une question à propos de la session de l'Assemblée législative qui vient de se tenir. Si j'ai bien compris, le budget devait être présenté à cette session, tenue vers la fin du mois de mars. Le Représentant spécial pourrait-il nous dire quelles étaient les dispositions principales du budget?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le budget présenté à ce moment-là ne contenait pas de propositions nouvelles. Malheureusement, je n'en ai pas le texte ici, mais de manière générale il ne s'occupait que des affaires courantes du gouvernement. Il comportait les ouvertures de crédit, dont les différents services devaient adopter les montants respectifs. Je regrette de ne pouvoir vous donner plus de renseignements à ce sujet. Il s'agissait d'un programme financier normal pour l'année, ne contenant pas de propositions nouvelles.

M. FEID (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le budget contenait-il des augmentations remarquables pour certains services par rapport aux années précédentes?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : L'augmentation la plus importante était celle relative au Département de l'agriculture, qui a été établie sur une base beaucoup plus pratique. Le Département de l'agriculture, bien entendu, est un service important pour le développement économique futur du Territoire, et, pour cette raison, on lui accorde une attention particulière. On a proposé des crédits assez élevés, en particulier pour la création de routes sur l'île de Savai'i et pour la construction de certaines écoles, en plus des écoles supérieures de Samoa.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : En examinant les changements d'ordre constitutionnel qui ont pris place dans le Territoire, je me suis posé deux questions qui sont peut-être d'ordre théorique, mais je serais heureux que le Représentant spécial m'aide à les résoudre pour me permettre de mieux comprendre le fonctionnement du système actuel. Dans sa déclaration liminaire, le Représentant spécial nous a dit :

"Le changement formel prévu par le Samoa Amendment Act de 1956 est intervenu peu après, le 14 septembre, lorsque le Haut-Commissaire a conféré aux membres du Conseil ... le pouvoir d'administrer leurs départements et il a rendu chacun d'eux responsable du fonctionnement de son propre département." (T/PV.828, p. 6)

Ces changements sont particulièrement importants car ils auront pour effet d'établir un système devant mener à la constitution d'un véritable conseil des Ministres. Je voudrais donc demander au Représentant spécial comment cette réforme est mise en oeuvre, comment cette responsabilité sera exercée et quels en seront les effets.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Cette responsabilité s'exerce par l'intermédiaire du fonctionnaire responsable du département qui, ainsi que l'envisage le Conseil législatif, doit répondre à toutes les demandes concernant les finances, doit expliquer la nature de toutes les réclamations reçues et doit, d'une manière générale, agir comme la personne responsable. Autrefois, un fonctionnaire - dans la plupart des cas, le Secrétaire du Gouvernement - était censé donner toutes les explications nécessaires pour justifier les demandes d'ouverture de crédits, et prendre les mesures appropriées dans les cas de réclamation.

Maintenant, les divers membres s'adressent au Conseil exécutif lorsque son consentement est nécessaire pour des questions concernant leurs départements respectifs. Ils doivent exposer les questions au Conseil et donner les raisons des mesures qu'ils envisagent. En général, ils prennent les initiatives et représentent leurs services auprès de l'Assemblée.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Je voudrais insister sur cet aspect de la question en prenant un cas purement hypothétique : celui où un chef de service, dans l'exercice de ses fonctions, se trouverait être responsable d'un service avant que le Conseil des Ministres soit constitué. Si ce chef de service se rendait, par exemple, coupable d'une faute, qui serait saisi de cette affaire? Qui pourrait éventuellement destituer ce fonctionnaire?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il s'agit là d'une étape intermédiaire avant la création d'un véritable conseil des Ministres. Nous avons atteint le point où, pratiquement, la responsabilité est la même. Au cours des phases initiales, le membre nouveau demandait des conseils. Maintenant, très peu d'entre eux le font. En un mot, la différence consiste en ceci qu'au cours des phases initiales, l'assistance officielle était assez largement requise. Nous avons maintenant dépassé ce stade et nous progressons régulièrement vers la phase suivante, qui sera celle d'une complète responsabilité théorique et pratique.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : La question suivante concerne l'élargissement des pouvoirs du Conseil exécutif. Parmi les changements qui sont intervenus, il semble que le Haut-Commissaire soit appelé désormais à demander l'avis du Conseil exécutif, exception faite des questions qui sont particulièrement urgentes ou qui sont peu importantes. Cette modification a une grande portée, et nous nous demandons si le Haut-Commissaire a toute latitude pour décider si une question est urgente ou si elle ne revêt que peu d'importance. Si le Commissaire prend une décision en vertu de cette disposition, comment le Conseil exécutif pourra-t-il intervenir pour exercer son contrôle?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Si une question a un tel caractère d'urgence que le Haut-Commissaire prend lui-même une décision, il est tenu de faire rapport au Conseil, à sa prochaine réunion. S'il prend une décision au sujet d'une question d'importance minime, il est certain que le membre du Conseil exécutif responsable de ce genre de question en sera averti et aura la possibilité d'en saisir le Conseil, s'il le désire. Le Haut-Commissaire ne peut en aucun cas agir sans que le Conseil le sache et sans qu'il puisse intervenir.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'anglais) : La question que je voudrais maintenant poser a déjà été évoquée par le représentant de la Birmanie. Il s'agit du droit de vote. L'an dernier, dans sa déclaration, la délégation du Guatemala a insisté sur le fait que la population du Samoa dans son ensemble n'a pas encore eu l'occasion de se prononcer nettement sur la question de savoir si elle devrait pouvoir exprimer ses avis, lorsque le Territoire sera autonome, par la voie du suffrage universel ou par l'intermédiaire des Matai. Nous avons dit que puisque des élections à l'Assemblée législative devraient avoir lieu cette année et en 1960, la possibilité existerait sans doute, en ces deux occasions, d'organiser un référendum ou une consultation populaire afin de dissiper tous les doutes possibles en ce qui concerne la manière de voter que la population samoane préférerait. Nous avons suggéré qu'un plébiscite ait lieu, au scrutin secret, auquel participerait toute la population âgée de plus de 18 ans, afin de décider s'il sera préférable de voter selon le système du suffrage universel ou par l'intermédiaire des Matai.

Le Représentant spécial pourrait-il nous présenter des observations en ce qui concerne cette suggestion que nous avons faite l'an dernier?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Comme le représentant du Guatemala l'a indiqué, cette question avait été soulevée l'an dernier. La discussion du Conseil à ce sujet a été rapportée aux autorités du Samoa occidental et largement publiée dans le Territoire. Ce problème a été discuté depuis. L'Autorité administrante a toujours défendu le point de vue que la Convention constitutionnelle de 1954 représentait réellement l'opinion de l'ensemble du peuple samoan, qui avait pu exprimer son avis clairement et sans équivoque.

L'Autorité administrante n'est pas prête, à l'heure actuelle, à aller au delà des recommandations de la Convention constitutionnelle et elle ne peut faire sien le point de vue qu'un référendum serait utile. La question a été rapportée au représentant de la population et, comme je l'ai dit, discutée par l'Assemblée législative. En tenant compte raisonnablement des opinions qui ont été exprimées au Samoa occidental sur ce problème, que nous considérons comme purement samoan, je crois pouvoir dire que la majorité de la population est, sans aucun doute, de l'avis qu'a exprimé la Convention constitutionnelle.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Qu'il me soit permis d'insister sur cet aspect. Le Représentant spécial estime-t-il, d'après sa connaissance de la population du Territoire, qu'il serait possible à cette population d'exercer le suffrage universel ?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Cette question est bien vaste. La population de ce Territoire, il ne faut pas l'oublier, élit ses propres matais, selon ses propres méthodes, à savoir au cours de discussions populaires. On peut dire que c'est ainsi que les autochtones expriment leur opinion. Je ne comprends pas très bien le sens de la question du représentant du Guatemala.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Le Représentant spécial vient de préciser que la population procède au vote selon des méthodes traditionnelles. Il est certain que le passage de ce système traditionnel à un mode de suffrage différent impliquerait une modernisation, une modification des usages traditionnels. C'est la raison pour laquelle j'ai demandé au Représentant spécial s'il existe des obstacles s'opposant à l'adoption de pratiques nouvelles.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je ne vois pas très bien à quels obstacles le représentant du Guatemala semble penser. S'agit-il d'obstacles découlant de l'instruction ? Dans ce cas, je peux dire qu'il n'y en a pas. Le représentant du Guatemala songe-t-il aux coutumes samoanes ? Dans ce cas également, il n'existe aucune raison de penser que ces coutumes empêcheraient l'établissement du suffrage universel.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : De la réponse que le Représentant spécial vient de me donner, je déduis qu'il n'existerait pas d'obstacles à l'exercice du suffrage universel par les Samoans. C'est précisément ce que je désirais savoir.

M. SALOMON (Haïti) : A la page 16 du rapport de l'Autorité administrante, il est fait état des résultats obtenus par un Comité spécial sur la citoyenneté au Samoa, ainsi que des difficultés qui subsistent en ce qui concerne le statut domestique. Le Représentant spécial pourrait-il nous dire si l'Autorité administrante a fait connaître, d'une manière ou d'une autre, ses vues sur les principes énoncés par le Comité spécial ? Est-il possible de connaître ces vues ?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Les vues de l'Autorité administrante ont déjà été exposées très clairement; elles sont connues de la population.

M. SALOMON (Haïti) : Le juge principal actuel est-il nommé pour une période plus ou moins définie ? Dans le cas contraire, le Représentant spécial pourrait-il nous dire si la situation de ce fonctionnaire a été envisagée en fonction des changements qui devront intervenir après 1960 ?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le juge principal est nommé pour une période de trois ans; le juge qui occupe actuellement ce poste a vu ses fonctions renouvelées à deux reprises. La Conférence constituante a examiné le statut à attribuer au juge principal; les membres de cette Conférence ont reconnu que, tant qu'il manquera, parmi les Samoans, de personnes possédant les connaissances requises, et notamment les connaissances juridiques, il sera nécessaire encore pendant longtemps de dépendre de la Nouvelle-Zélande en ce qui concerne la nomination d'un juge suprême.

M. SALOMON (Haïti) : Une dernière question : Répondant tout à l'heure au représentant de la France, le Représentant spécial a donné des renseignements qui, je m'en excuse, ne m'ont pas paru très clairs. Je désirerais que le Représentant spécial m'indique l'importance du groupe qui se cristallise autour du Mataafa, - ce dernier professant certaines opinions qui semblent dissidentes.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il est difficile de donner des chiffres en ce qui concerne le groupe qui soutient le Mataafa. Le nombre des personnes qui font les désignations au titre de Mataafa est faible; en outre, il y a un large groupe de familles qui seraient prêtes à suivre le Mataafa sur certaines questions, mais non pas sur d'autres. Cependant,

au sujet même de la position du Fautua, on peut dire que l'opinion des Samoans se divise d'une manière générale en deux groupes : Poulé et Tumua. Les partisans du Mataafa se divisent également en ces deux mêmes groupes. Il est impossible d'évaluer d'une manière tout à fait exacte le nombre des partisans du Mataafa. L'année dernière, j'ai dit ici que ce nombre était assez faible. Je regrette de ne pas pouvoir donner d'autres précisions.

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation voudrait savoir quelles sont les matières, prévues par la loi, au sujet desquelles le Haut-Commissaire est tenu d'agir conformément à l'avis du Conseil exécutif.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il m'est difficile de répondre à une question aussi vaste. Le Haut-Commissaire a l'obligation d'agir conformément à l'avis du Conseil exécutif, sur toutes les questions, sauf sur quelques sujets réservés. Les questions principales faisant partie du domaine réservé sont celles qui concernent les problèmes fonciers, la représentation étrangère et la défense; le Haut-Commissaire doit consulter le Conseil exécutif sur toutes les autres questions.

M. MUFTI (Syrie) : Il me semble que ma question n'a pas été bien comprise. J'ai demandé quelles étaient les matières prévues par la loi et au sujet desquelles le Haut-Commissaire était tenu d'agir et non pas de consulter le Conseil exécutif. Il y a une certaine nuance dans cette question.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il m'est difficile d'être plus précis. Le Haut-Commissaire peut agir en ce qui concerne les questions afférentes à la défense, aux relations étrangères et les questions foncières. Il peut également agir, comme je l'ai déjà dit, lorsqu'une question est trop urgente ou d'importance trop secondaire pour qu'il consulte le Conseil exécutif. Pour toutes autres questions, le Haut-Commissaire consulte ce Conseil.

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation ne considère pas que cette réponse soit satisfaisante. Nous voudrions avoir de plus amples renseignements à un stade ultérieur, si cela est possible.

Dans son discours d'ouverture, le Représentant spécial a dit :

"Chacun des trois membres fonctionnaires [du Conseil exécutif] agit également comme chef d'un département et, le cas échéant, conseille ou assiste les membres élus lorsqu'ils ont besoin d'aide." (T/PV.828, p. 6)

Ma délégation voudrait savoir de quelle manière cette assistance est fournie, par qui elle est fournie et s'il s'agit d'une assistance organisée, par exemple par des instructions, des règlements ou par toute autre disposition écrite.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Les trois membres fonctionnaires sont le Procureur général (Attorney General) qui, bien entendu, est l'autorité en matière juridique; le Secrétaire financier qui s'occupe des finances et le Secrétaire du Gouverneur qui s'occupe des questions politiques en général. Il n'y a pas d'avis systématiquement donnés par écrit aux autres membres. Ces trois membres fonctionnaires, qui ont compétence dans leur propre domaine et qui ont une expérience plus longue, sont toujours disponibles pour consultation. En général, l'avis est demandé. En fait, je ne crois pas qu'il y ait eu un cas quelconque d'avis qui aurait été donné sans avoir été demandé. Les trois membres fonctionnaires agissent comme conseillers et arbitres lorsqu'il y a des difficultés.

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation voudrait avoir des renseignements plus détaillés sur la liste des matières dites "reserved enactments" qui figure dans la note explicative annexée à la loi d'octobre 1956 qui a été adoptée par le Parlement de la Nouvelle-Zélande.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : S'il est possible, je préférerais donner ce renseignement ultérieurement car je n'ai pas les documents sous la main.

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation voudrait également savoir dans quelle mesure l'Assemblée législative sera autorisée, à l'avenir, à légiférer en matière de défense locale. Des conditions ont-elles été posées à ce sujet par la loi d'octobre 1956 à laquelle je viens de me référer?

Sir Leslie MUNRO (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Il serait peut-être préférable que je réponde à cette question. Je ne me rends pas bien compte si le représentant de la Syrie porte la question un peu plus loin que lorsqu'elle a été posée l'an dernier. Si je comprends bien, cependant, il désire savoir quelle est la compétence du Parlement local au Samoa en matière de défense. Ai-je bien compris?

M. MUFTI (Syrie) : Oui.

Sir Leslie MUNRO (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Naturellement, la réponse est que le Parlement local n'a pas compétence en matière de défense. Il n'y a pas eu de changement dans l'évolution de la question ou de son examen depuis l'année dernière. Ce problème sera examiné, bien entendu à la lumière de l'évolution politique et du développement des institutions; mais ce stade n'est pas encore atteint et la question est donc en suspens. Puisque le représentant de la Syrie a soulevé ce problème, qui est évidemment connexe à toute la question des relations entre le Samoa-Occidental et le Gouvernement néo-zélandais, il serait peut-être bon que je traite cette question dès maintenant. En fait, il s'agit d'une répétition.

Sir Leslie Munro (Nouvelle-Zélande)

Je lirai tout d'abord le texte de la résolution de la convention constitutionnelle sur ce point :

"Les relations spéciales entre le Samoa-Occidental et la Nouvelle-Zélande devront être maintenues indéfiniment bien que la forme en puisse changer avec l'évolution constitutionnelle et les circonstances. Ces relations, en dernière analyse, devraient être fondées sur une alliance ou un accord plus ou moins similaire à l'accord existant actuellement entre le Royaume-Uni et le Royaume de Tonga; mais il est reconnu que le statut du Territoire sous tutelle peut appeler des dispositions spéciales.

"Il devrait y avoir un représentant de la Nouvelle-Zélande résidant au Samoa-Occidental et dont le statut, les pouvoirs et les fonctions dépendraient de la nature des rapports entre la Nouvelle-Zélande et le Samoa-Occidental. La Nouvelle-Zélande aura certainement ses propres suggestions à faire quant à ce statut, ces pouvoirs et fonctions du représentant - c'est là un point que je tiens à souligner parce qu'il s'agit de la défense - mais il est clair que, dans une certaine mesure, il devrait s'agir de la défense, des affaires étrangères et de fonctions spéciales."

Je reviendrai à cela plus tard, mais telle est la position en ce qui concerne la défense qui relève de l'Autorité administrante.

Je voudrais également donner lecture des dispositions de la section 2 de la partie I du Samoa Amendment Act No 2, de 1956, - il est numéroté 46 - qui prévoient :

"La section 8 du Samoa Amendment Act 1947 est amendée par abrogation de la sous-section 2 et remplacée par la sous-section suivante :

"Le pouvoir conféré par cette section de faire des lois pour assurer la paix, l'ordre et le bon gouvernement du Samoa-Occidental, sauf exceptions prévues dans la loi principale, porte sur l'établissement de droits de péage, d'impositions, d'amendes, et d'autres charges, ainsi que sur l'établissement des conditions, restrictions et prohibitions à l'exportation et à l'importation de produits du Samoa-Occidental ou vers celui-ci; mais - et c'est là le point sur lequel j'attire l'attention de mon collègue de la Syrie - il ne s'étendra pas à l'adoption de lois relatives à la défense, pour ce qui est de l'utilisation de la terre à des fins défensives, du recrutement et de

Sir Leslie Munro (Nouvelle-Zélande)

l'entretien d'une force pour la défense locale, ou de lois relatives aux affaires étrangères ou affectant les titres de la Couronne à tous droits, sauf pour les terres, appartenant à la Couronne.'"

Je tiens à donner à notre collègue de la Syrie une réponse aussi complète que possible. Si cela lui convient, il pourrait discuter la précédente question qu'il a soulevée avec le Représentant spécial lorsque la séance sera levée et je suis certain que le Représentant spécial sera en mesure de répondre ensuite en public à la question pour laquelle le représentant de la Syrie voudrait avoir des précisions.

M. MUFTI (Syrie) : Je remercie le représentant de la Nouvelle-Zélande des précisions qu'il a apportées; mais je me suis référé, dans ma question, à la loi d'octobre 1956 qui semble permettre à l'Assemblée législative de légiférer pour la création d'une force de défense locale. Telle est la question précise que j'ai voulu poser. Je pourrai très bien avoir l'information qui s'y rapporte à un moment ultérieur.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Pour dissiper un léger malentendu apparent, je dirai que la réponse qui vient d'être donnée par le représentant de la Nouvelle-Zélande a mentionné cette loi d'octobre 1956 qui stipulait que les pouvoirs de l'Assemblée législative de légiférer à propos de la défense, ne s'étendraient pas à l'établissement de lois relatives à la défense, sauf pour ce qui est de l'utilisation des terres à des fins de défense, et du maintien des forces volontaires pour la défense locale.

Ces deux questions : utilisation des terres et maintien et recrutement de forces volontaires sont, de par la loi, placées dans le domaine de la compétence de l'Assemblée législative.

M. MUFTI (Syrie) : Cette réponse est tout à fait satisfaisante. Je voudrais passer à la question suivante : ma délégation voudrait savoir s'il est permis de dire, comme le fait la déclaration liminaire du Représentant spécial, que l'Assemblée législative contrôle les finances du Territoire. Le contrôle peut-il être adéquatement exercé par un organisme qui n'a pas le dernier mot?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée législative a le dernier mot pour les questions financières; toutes les propositions d'ordre financier lui sont soumises par le Gouvernement pour approbation, et c'est elle qui décide.

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation désirerait savoir s'il est permis de dire que le pouvoir judiciaire est indépendant du pouvoir exécutif, aussi longtemps que le pouvoir exécutif aura la possibilité de mettre fin aux services des juges?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le principe adopté par la Nouvelle-Zélande est que le juge est complètement libre et indépendant. Cependant, comme je l'ai dit, il existe un pouvoir réservé de mettre fin aux fonctions d'un juge : il s'agit purement, je le répète, d'un pouvoir réservé et, à ma connaissance il n'a jamais été exercé. Mais le juge n'est nullement influencé par les opinions du pouvoir exécutif.

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation voudrait savoir quelles sont les matières qui ne sont pas jugées assez importantes pour nécessiter l'avis du Conseil exécutif. Je reviens là à une question qui a été partiellement posée par le représentant du Guatemala. Ma délégation voudrait savoir s'il existe une liste mentionnant toutes les matières qui ne sont pas jugées importantes.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il n'existe pas de liste de ce genre. Le principe est que tout ce qui est important est porté devant le Conseil exécutif. Mais cette disposition a pour but de ne pas forcer le Conseil à examiner des questions insignifiantes. Les décisions sur les questions de mineure importance sont prises par le Haut-Commissaire.

M. MUFTI (Syrie) : Je voudrais également, pour reprendre une question qui a déjà été posée, savoir quel critère a été adopté pour les matières qui sont jugées urgentes par le Haut-Commissaire et ne doivent pas nécessiter l'avis du Conseil exécutif. Ma délégation voudrait savoir si l'urgence peut porter sur des matières importantes et si les autorités locales ont la possibilité de reviser par la suite les décisions prises d'urgence par le Haut-Commissaire.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le Conseil exécutif peut être convoqué à bref délai; il s'agit là encore d'un pouvoir réservé, mais toute question sur laquelle une décision est prise parce qu'elle est urgente doit être communiquée au Conseil, à la première occasion.

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation voudrait savoir quels sont les principaux objectifs et les principales réalisations de la Commission du Pacifique sud qui comprend l'Australie, la France, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande et la Grande-Bretagne. Ma délégation voudrait savoir, en particulier, si ce Comité s'occupe de questions politiques et de questions de sécurité?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La Commission du Pacifique sud s'occupe de problèmes sociaux et économiques, et aucunement de questions politiques; ces dernières sont exclues de son champ d'action; les questions de sécurité le sont également.

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation voudrait savoir jusqu'à quelle date les membres de l'Assemblée législative, en dehors des Fautuas, continueront à être nommés par le Haut-Commissaire.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : En novembre prochain une élection aura lieu pour désigner les membres de l'Assemblée législative. Les personnes qui occupent actuellement des sièges continueront à siéger jusqu'en novembre.

M. MUFTI (Syrie) : Les membres de l'Assemblée sont nommés par le Haut-Commissaire. Le fait d'avoir des élections nouvelles ne change rien à la situation. Je voudrais avoir des éclaircissements à ce sujet.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Les membres actuels sont nommés, d'un point de vue purement formel, par le Haut-Commissaire, sur la désignation du Fono des Faipoulés. La nouvelle Assemblée qui sera élue en novembre ne sera pas nommée. Toutes les personnes élues prendront automatiquement possession de leur charge.

M. MUFTI (Syrie) : Le régime électoral, même révisé, sera toujours à base d'élections à deux degrés, étant donné que les matais auront toujours à intervenir dans les prochaines élections. Ma délégation voudrait savoir si l'Autorité administrante compte introduire dans le Territoire un régime électoral fondé sur des élections à un seul degré.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : L'Autorité administrante ne se propose pas d'imposer ce système à la population, qui a déclaré très nettement qu'à l'heure actuelle elle tient à maintenir son système à elle, c'est-à-dire l'élection de ses représentants par les matais. Il se peut qu'il y ait des modifications dans l'avenir, mais elles seront effectuées par la population elle-même et non point par l'Autorité administrante.

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation voudrait savoir de quel recours disposent les personnes qui seraient expulsées des terres dites samoan customary-lands, occupées par elles par suite d'une décision du tribunal dit Land and Titles Court. Ma délégation voudrait également savoir si cette matière sera affectée par les changements prévus à la deuxième clause de la loi d'octobre 1956 et qui permettra au Gouvernement du Samoa-Occidental de contrôler ses propres terres.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

La terre appartenant directement au gouvernement n'est pas soumise au système coutumier samoan. La Land and Titles Court ne traite que de terres soumises à la coutume samoane et il n'y a pas de recours dans ces cas là.

M. MUFTI (Syrie) : Le Représentant spécial a dit, dans sa déclaration liminaire, que l'Assemblée législative aurait la possibilité de légiférer, même si les amendements proposés par elle étaient en opposition avec les sections originales auxquelles ils se rapportent. Cette déclaration n'est pas très claire et je voudrais avoir quelques précisions à ce sujet.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La disposition veut que les mesures prises par l'Assemblée législative ne soient pas contraires à la loi dans son ensemble, et ceci afin que la loi générale ne soit pas modifiée aussi longtemps que l'Autorité administrante sera responsable du Territoire en vertu de l'Accord de tutelle. Les pouvoirs de l'Assemblée législative ont été étendus pour incorporer d'autres champs d'action. Par exemple, l'enseignement était un sujet réservé; on pense maintenant qu'il n'y a plus de raison que cette disposition continue et les questions d'éducatons pourront donc être traitées à l'avenir par l'Assemblée législative.

Il y a encore d'autres questions dont je n'ai pas la liste ici. Mais les pouvoirs de l'Assemblée législative ont été étendus et, en temps utile, ces questions disparaîtront de la catégorie des sujets réservés.

La séance est levée à 12 h. 45.